

L'eau : quand le  
moteur de la vie  
devient le moteur  
des conflits

*Ashraf Dkhili*

# L'eau : quand le moteur de la vie devient le moteur des conflits

..... Ashraf Dkhili

Benjamin Franklin a un jour déclaré : ***“nul ne connaît la valeur de l'eau jusqu'à ce que les puits tarissent”***.

Depuis l'aube de l'humanité, l'eau, denrée vitale, a joué un rôle primordial dans les politiques internationales et nationales. Bien que notre planète soit à dominante bleue, seuls 3% de l'eau disponible est douce, et la majeure partie est inaccessible et menacée par les changements climatiques. C'est pour cette raison que nombreux États, en particulier ceux de la zone MENA, sont ravagés par le stress hydrique. Cette situation critique a accentué la concurrence étatique pour l'approvisionnement en eau, entraînant ainsi des conflits hydriques. Ces phénomènes ont de multiples répercussions sur les différents domaines vitaux, notamment en Tunisie, où des divergences existent en matière de la répartition inégale de l'eau.

# 1. L'eau, une ressource stratégique inégalable sous pression

En plus de son importance cardinale pour la survie et la santé humaine, l'eau est primordiale pour l'agriculture, l'industrie ainsi que pour l'ensemble des secteurs productifs. Son accès, son approvisionnement et sa distribution sont des enjeux majeurs puisque la sécurité hydrique est indéniablement un pilier de la sécurité nationale et globale.

## 1.1 L'eau, comme arme géostratégique

L'eau est un élément clé dans l'agriculture, représentant environ 70% de la consommation mondiale de l'eau douce<sup>1</sup>, selon la Banque Mondiale. De plus, la FAO prévoit une augmentation de 50% de ces besoins d'eau pour l'agriculture<sup>2</sup>. Une telle augmentation est attribuée à la demande mondiale fulgurante, puisque l'agriculture est appelée à satisfaire les besoins de la population mondiale en augmentant sa production. Dans les régions où les précipitations sont insuffisantes,

---

<sup>1</sup><https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/graphique-70-de-l-eau-douce-est-utilisee-pour-l-agriculture#:~:text=Dans%20la%20plupart%20des%20régions,prélèvements%20de%20ressources%20en%20eau.>

<sup>2</sup><https://www.iaea.org/fr/themes/gestion-de-leau-en-agriculture#:~:text=La%20FAO%20prévoit%20que%20d,inconsidérée%20et%20des%20changements%20climatiques.>

l'irrigation constitue une alternative efficace visant à accroître le rendement, garantir une sécurité alimentaire plus durable et maximiser les gains. Cela est particulièrement important pour les économies qui dépendent principalement des activités agricoles, notamment celles des pays en voie de développement comme c'est le cas de l'Inde où l'agriculture représente 16.8%<sup>3</sup> du PIB et de la Tunisie, où elle représente 10.1% du PIB national<sup>4</sup>.

L'eau contribue de manière significative dans le processus industriel de multiples secteurs. Au sein de l'industrie alimentaire, l'eau est utilisée fréquemment dans la composition de certains produits comme les boissons gazeuses, ainsi que pour l'entretien des équipements. De même, l'industrie minière fait usage de l'eau pour l'extraction et le traitement des minéraux. L'exemple phare est celui de l'affaire scandaleuse de l'extraction de gaz de schiste en Tunisie en 2012. Cette dernière a engendré des controverses liées à l'exploration et l'exploitation des réserves de gaz de schiste. En raison de cette polémique, la Tunisie s'est divisée en deux camps. Certains ont mis l'accent sur les avantages économiques potentiels, tandis que d'autres ont exprimé leurs inquiétudes environnementales telles que la

---

<sup>3</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=IN>

<sup>4</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=TN>

contamination de l'eau, la dégradation des terres et l'épuisement des ressources hydriques. C'est pour cette raison que le gouvernement tunisien était contraint, sous pression, de renoncer au projet, en faisant avancer l'argument d'un équilibre entre les intérêts économiques et les considérations environnementales. Quant à l'industrie énergétique, les centrales thermiques utilisent également des volumes considérables d'eau pour le refroidissement des réacteurs nucléaires. En France par exemple, le refroidissement des centrales électriques domine la moitié des prélèvements annuels<sup>5</sup> d'eau.

En tant que préoccupation majeure des Etats, l'eau peut devenir un outil diplomatique efficace. En effet, les accords et les traités conclus autour de la question hydrique renforcent la coopération tant au niveau bilatéral que multilatéral puisqu'ils permettent d'initier des processus de négociation selon les impératifs et intérêts des différents pays. De ce fait, les enjeux liés à l'eau sont perçus comme des opportunités et des moyens de renforcer les relations diplomatiques. Les Etats sont en mesure de collaborer ensemble pour développer des projets de coopération dans le domaine des ressources

---

<sup>5</sup> [https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/energie/la-consommation-d-eau-des-centrales-nucleaires-divisee-par-trois-dans-une-nouvelle-estimation-de-l-executif\\_AD-202303290679.html#:~:text=Pour%20ce%20qui%20est%20des,pr%C3%A9l%C3%A9vements%20totaux%20annuels%20en%20France.](https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/energie/la-consommation-d-eau-des-centrales-nucleaires-divisee-par-trois-dans-une-nouvelle-estimation-de-l-executif_AD-202303290679.html#:~:text=Pour%20ce%20qui%20est%20des,pr%C3%A9l%C3%A9vements%20totaux%20annuels%20en%20France.)

hydrauliques et pour échanger les informations cruciales sur l'état actuel des ressources et les technologies capables de les préserver.

## **1.2 L'eau, denrée précieuse en péril**

Nombreux sont les défis auxquels fait face l'eau alors que la préservation des ressources hydriques figure en tête des agendas diplomatiques. Dans un monde de plus en plus marqué par la technologie et l'industrialisation, d'énormes quantités d'eau sont nécessaires pour appuyer le rythme effréné de ces avancées. Néanmoins, cela a conduit l'Humanité au guet-apens de la surexploitation. L'exemple de l'industrie du textile, en particulier des jeans, est à ce sujet assez éloquent. La production d'un seul jean, en Tunisie, consomme 55 litres d'eau, sans prendre en compte la teinture et le délavage du tissu<sup>6</sup>.

La pollution a également un impact remarquable sur la qualité et la disponibilité des ressources hydriques au fil des dernières années. Les déversements de produits chimiques, des produits agricoles périmés et des eaux usées non traitées ont contaminé les mers. L'exemple frappant est celui des marées noires causées par des

---

<sup>6</sup> <https://ftdes.net/ar/le-secteur-textile-au-sahel-une-politique-industrielle-non-durable/>

accidents lors du transport et de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, mettant ainsi en péril la vie de plusieurs espèces de l'écosystème aquatique. La marée noire qui s'est produite dans le Golfe du Mexique en 1979 demeure l'un des incidents les plus coûteux de l'Histoire humaine. Ces pratiques néfastes constituent une véritable menace pour les mers et les nappes phréatiques, rendant l'eau inutilisable.

Par ailleurs, la croissance rapide de la population mondiale, qui a atteint 8 milliards d'habitants en novembre 2022, constitue une menace et un enjeu majeur pour la disponibilité future de l'eau. La demande en eau connaîtra une hausse exponentielle, tandis que les ressources hydriques seront de plus en plus incertaines. Selon l'ONU, environ un quart des habitants de la Terre vit dans des régions confrontées à une pénurie absolue d'eau et environ 2.3 milliards de personnes vivent dans des conditions de stress hydrique, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord<sup>7</sup>. La persistance de la hausse démographique doublée des flux migratoires grandissants pourrait aggraver ces chiffres et exercer une pression supplémentaire sur l'approvisionnement en eau et en denrées agricoles. La croissance démographique s'accompagne également d'une accélération du

---

<sup>7</sup><https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/le-stress-hydrique-touche-plus-dun-quart-des-habitants-de-la-planete-1918248>

phénomène d'urbanisation, entraînant lui-même une demande grandissante en eau pour subvenir aux besoins industriels et domestiques.

De plus, la pénurie d'eau est étroitement liée au changement climatique. La multiplication des événements climatiques extrêmes tels que l'augmentation des températures, les inondations et les sécheresses a aggravé la situation mondiale critique en termes de ressources hydriques. Aussi, l'interdépendance des Etats et leur puisement dans les mêmes cours d'eau a abouti à des réserves mondiales d'eau sous haute pression, conduisant plusieurs Etats à déclarer un état d'urgence hydrique. Dans ce contexte, l'Allemagne a connu en 2022 un « été de crises ». Ce pays européen a mis en place une stratégie de gestion de l'eau afin d'atténuer les répercussions graves de la sécheresse dont été touché 54% de son territoire. Berlin a même été contraint de couper des arbres en raison des niveaux sans précédent des précipitations<sup>8</sup> qui ont atteint leur plus bas niveau depuis des années, engendrant la mort de nombreux arbres.

Tous ces facteurs funestes sont à l'origine des effets de stress hydrique de plus en plus concrets, notamment

---

<sup>8</sup> <https://www.la-croix.com/Monde/Secheresse-Ville-Berlin-contrainte-couper-darbres-2022-07-31-1201227117>

dans la région MENA. La soif et l'insécurité alimentaire guettent la région, au moment où le monde fait face actuellement à une crise d'eau inédite. Des Etats divers rencontrent des difficultés grandissantes pour satisfaire les besoins de leurs populations vues la situation critique et la pénurie des ressources hydrauliques.

Face à tous ces défis, la sécurité de l'eau est devenue un enjeu tant au niveau national qu'international pour plusieurs gouvernements. Par conséquent, des accords et des programmes de partenariat visant à assurer une bonne gestion de l'eau ont vu le jour, notamment dans les régions les plus exposées à la crise de l'eau. En contrepartie, des différends ont éclaté autour des ressources hydriques, mettant la sécurité internationale en péril.

## **2. L'or bleu, source de différends épineux**

Accéder à l'eau, s'en approvisionner et la gérer sont devenus des enjeux majeurs qui figurent au cœur des relations internationales. Vitale, l'eau est une source de divergences, de désaccord et de conflits entre les différents Etats engagés dans la course effrénée d'approvisionnement.

## **2.1 Les conflits transfrontaliers autour de l'eau**

Les exemples les plus frappants à aborder en termes de conflits interétatiques sur l'eau sont ceux du bassin du Nil, du Jourdain et du Tigre et l'Euphrate. Bien que ces conflits présentent des diverses similitudes telles que l'appartenance à la même région et l'enjeu, chacun d'entre eux possède sa propre histoire, ses contours spécifiques, ses facteurs déclencheurs et ses acteurs impliqués.

### **• Conflit sur le bassin du Nil**

Le Nil, étant le plus grand fleuve du monde, s'étend sur plus de 6500 kilomètres et traverse 11 pays africains. Il abrite des ressources hydriques abondantes qui contribuent significativement aux économies des onze pays. C'est pour cette raison qu'il est un enjeu géopolitique et stratégique majeur pour les pays riverains, en particulier l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie, dont les économies sont largement basées sur l'agriculture. Dans cette optique, l'Éthiopie, dépendante des ressources hydriques pour son développement, a décidé en 2011 de construire un grand barrage dans le bassin du Nil, connu sous le nom de « barrage de la Renaissance ».

Une telle décision n'a absolument pas été bien accueillie par l'Égypte en particulier et par les pays dont les quotas d'eau et la survie des économies se trouvaient menacés au moment où ils connaissent un boom démographique. La décision de construction d'un barrage par l'Éthiopie a accru les tensions déjà présentes dans la région africaine comme c'est le cas de la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée et le différend soudanais. Aucune des différentes parties prenantes n'était prête à faire de concessions, considérant le Nil comme enjeu de sécurité nationale. Bien que l'échange d'accusations n'ait pas conduit à des affrontements directs, les tentatives de négociations n'ont pas été fructueuses.

Dernièrement, l'Égypte a changé de stratégie en tentant de nouer des relations amicales avec quelques parties impliquées directement dans ce conflit. A travers cette stratégie, l'Égypte essaie de déposséder l'Éthiopie de ces anciens alliés en les joignant à son camp. Un exemple en est l'accord avec l'Ouganda en 2021<sup>9</sup>. Cette alliance permettra l'échange de renseignements militaires nécessaires dans la lutte conjointe des deux États africains contre le terrorisme. Implicitement, cet

---

<sup>9</sup> <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/egypte-ouganda-un-accord-de-securite-sur-fond-de-tensions-autour-du-barrage-de-la-rennaissance-2202313#:~:text=L%27Ouganda%20a%20signé%20un,barrage%20de%20la%20Renaissance%20éthiopienne.>

accord vise « endiguer » et à isoler l’Ethiopie ainsi qu’exercer une pression accrue sur son gouvernement.

### • *Conflit sur le fleuve du Jourdain*

Le conflit sur le partage des ressources hydriques du Jourdain est en effet l’un des conflits les plus longs et controversés liés à l’eau tout au long de l’Histoire. Dans un contexte de crise perpétuelle au Moyen-Orient, ce conflit s’impose comme étant le plus important à l’échelle géopolitique et géostratégique.

En théorie, le fleuve de Jourdain est partagé entre quatre pays : les terres occupées de Palestine, la Jordanie, la Syrie et le Liban. Or, Israël détient la majorité des ressources hydriques du fleuve, soit 30%, même si 10% seulement du fleuve est sur le territoire palestinien occupé. Cette accapARATION de l’eau du Jourdain témoigne d’un unilatéralisme sioniste flagrant qui affecte non seulement les relations entre les pays riverains mais la paix dans toute la région du Moyen-Orient.

Nul ne peut nier que l’occupant israélien a utilisé toutes les voies illégitimes pour dominer les installations hydriques au profit de ses centrales d’hydroélectricité. Ainsi, il a eu recours à la voie militaire en lançant de nombreuses attaques sur la Jordanie, la Syrie et le sud du Liban pendant les années 90. Ces attaques avaient pour

objectif de récupérer et dominer des sources d'eau et des vallées, ainsi que de détruire les constructions d'approvisionnement en eau de ces pays, comme celles de la Jordanie. Malgré les tentatives de paix au Moyen-Orient, cette entité froide et hostile n'a pas montré de volonté pour parvenir à un accord et même les guerres armées comme celles des six jours et de Kippour se sont avérées infructueuses pour les Etats arabes impliqués dans ce conflit hydrique.

L'occupant israélien a continué ainsi son expansion géographique et hydrique aux dépens des voisins arabes, en dominant le plateau du Golan, une grande partie des aquifères de Cisjordanie, la source Wazzani, etc... Aujourd'hui, le changement climatique a renforcé la position d'Israël qui domine amplement la région, étant donné que ses voisins demeurent ébranlables et affaiblis sur le niveau militaire. L'apartheid hydrique conduit par l'occupant israélien a renforcé sa supériorité dans la région, tout en bénéficiant du soutien de son allié historique, les Etats-Unis. Cette hydro-hégémonie instaurée par l'entité sioniste fait partie d'une longue histoire d'occupation et d'injustice multifacettes faisant ressembler le contexte dans la région à une bombe à retardement.

- ***Conflit sur le Tigre et l'Euphrate***

Si un jour le Moyen-Orient parvenait à se débarrasser des conflits et des tensions, cela confirmerait la validité de la théorie de la paix perpétuelle. Notre troisième conflit se concentre sur les rives des fleuves Tigre et Euphrate, souvent contestées entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. La gestion de l'eau de ces deux fleuves figure bel et bien au cœur de ce conflit. Et même si des tentatives de négociations ont eu lieu dès les années 60', elles n'ont pas abouti à la résolution de ce conflit, laissant la situation s'aggraver au fil des années.

La croissance démographique fulgurante des parties impliquées, notamment l'Irak qui a vu son compteur passer de 7.29 millions en 1960 à 43.53 millions d'habitants en 2021, soit une augmentation de 497.2% en seulement 61 ans, est l'un des facteurs cruciaux de ce conflit hydrique puisqu'il est devenu de plus en plus difficile de répondre aux besoins en eau de la population locale. Cela est exacerbé surtout par les températures élevées que connaît la région et qui engendrent l'évaporation d'une énorme quantité d'eau, ainsi que par la salinisation de la nappe ; le principal problème de la région.

Ces aspects ne font qu'accentuer les conflits interétatiques. Ainsi, la Turquie s'oppose souvent à la

Syrie et l'Irak, tandis que les deux pays arabes s'opposent également l'un à l'autre. Les désaccords portent principalement sur les barrages, tels que ceux de Tabqa (Syrie) et de Keban (Turquie). L'Irak voit son quota d'eau menacé par la multiplication des barrages sur les deux fleuves. Par ailleurs, la construction du projet GAP par la Turquie, ainsi que le remplissage du lac retenu du barrage Atatürk, suscitent constamment des vives réactions de la part de ses voisins riverains, qui qualifient cette décision de violence hydrique.

Dans un scénario classique de conflit autour d'un bien commun<sup>10</sup>, l'Irak revendique souvent le respect de la consommation de chaque Etat concerné par les deux fleuves, ainsi qu'un partage équitable des ressources pour un meilleur rendement agricole. La Syrie, à son tour, garantit une exploitation quasi-exclusive des ressources hydriques du Tigre à l'Irak puisqu'il n'est qu'un fleuve frontalier pour elle. Or, le partage des eaux de l'Euphrate ne se fait désormais qu'entre la Syrie et la Turquie afin que le premier pays puisse irriguer suffisamment ses terres agricoles. Le pays eurasiatique soutient largement la vision de la Syrie tant qu'elle ne menace guère son approvisionnement en eau et surtout ses installations

---

<sup>10</sup> La théorie des biens communs se concentre sur la gestion des ressources naturelles ou collectives partagées, soulignant la nécessité de mécanismes de régulation et de gouvernance pour éviter la surexploitation ou les conflits sur ces ressources.

hydroélectriques qui dépendent bel et bien des fleuves. Dans ce même contexte, il faut savoir que la Turquie occupe le deuxième rang en Europe et le neuvième rang au monde en termes de puissance hydroélectrique en 2021. Donc, même si elle est accusée d'unilatéralisme et de domination des ressources du Tigre et de l'Euphrate, la Turquie demeure une vraie puissance en matière d'énergie hydroélectrique dans la région.

## **2.2 Conflits internes**

L'exemple phare des conflits internes liés aux ressources hydriques est celui qui oppose l'Espagne à la Catalogne. Connue principalement par son climat aride et ses précipitations irrégulières, la région de la Catalogne abrite une population et une économie dynamiques, nécessitant de fournir des ressources hydriques abondantes pour répondre aux besoins économiques et démographiques.

En contrepartie, l'Etat central espagnol, adoptant une politique centralisée de gestion et de contrôle de l'eau, bénéficie amplement des ressources hydriques de l'Ebre. Ce fleuve, situé dans la région catalane et transférant l'eau vers le sud-est de l'Espagne, attise de vives convoitises et une forte opposition. Ainsi, à plusieurs reprises, la région de la Catalogne a exprimé son

refus des pratiques espagnoles inadmissibles ; tout en revendiquant plus d'autonomie dans la gestion de ses ressources hydrauliques. Voulant garantir l'eau pour leur population et protéger leur économie à travers un approvisionnement juste en eau, les autorités catalanes ont aussi dénoncé la distribution inéquitable des eaux provenant de l'Ebre.

Or, ce conflit hydrique, dont les racines sont politiques trouvant leurs origines dans la lutte continue du peuple Catalan pour obtenir son autonomie, a exacerbé les fissures au sein de la société espagnole. Dans un contexte de tensions grandissantes entre les deux communautés, ce conflit a alimenté le sentiment nationaliste des catalans et attisé la volonté à préserver leur identité unique. En plus d'être un enjeu d'appartenance, cette question de l'eau a également mis en lumière la crise multifacettes que vit l'Etat espagnol depuis les référendums sur l'indépendance catalane en 2014 et en 2017.

### **3. Le conflit hydrique sectoriel en Tunisie**

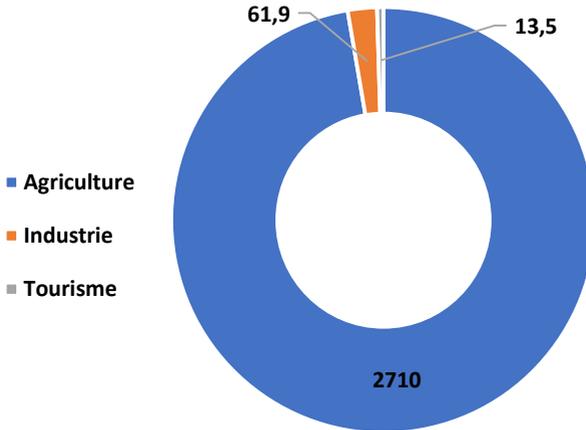
En Tunisie, la rivalité autour de l'eau prend une autre dimension qui est celle de la concurrence sur la ressource entre les différents secteurs économiques pour lesquels l'eau constitue un moteur de développement.

Avec les effets tangibles du réchauffement climatique et l'utilisation croissante des ressources hydriques ces dernières années, l'exploitation de la nappe phréatique est passée de 92% en 2010 à 131% en 2016, sans qu'aucune stratégie de stockage des eaux de précipitations ne soit mise en place par le ministère de l'agriculture.

### **3.1 L'agriculture, le prédateur silencieux des ressources hydriques**

Selon les multiples rapports issus du ministère de l'Agriculture, le volume des prélèvements de la part des secteurs économiques ont dépassé les 2785 milliards m<sup>3</sup> en 2020. L'agriculture domine environ 84% de l'ensemble de la consommation d'eau, mobilisant seulement 5.1% des eaux traitées. Ces statistiques mettent en évidence le manque flagrant de la réutilisation des eaux usées traitées en Tunisie. Également, le rapport national du secteur de l'eau de 2020, issu du ministère de l'Agriculture a indiqué que le volume de consommation de l'agriculture est de 2722 Mm<sup>3</sup>.

## La répartition des prélèvements de l'eau (en mm<sup>3</sup>) entre les différents secteurs économiques en 2020



**Source :** Auteur à partir des chiffres du rapport national du secteur de l'eau (2020)

L'exploitation intensive de l'eau exacerbe les tensions entre les besoins des principaux secteurs stratégiques, notamment ceux de l'industrie qui sont devenues de plus en plus importants. La répartition inégale des ressources est l'un des facteurs cruciaux du conflit sectoriel, et cela est largement dû à la mauvaise gouvernance d'eau en Tunisie, relative au manque de vision et de stratégie efficace pour l'allocation des ressources.

## **3.2 L'industrie : un péril imminent pour les ressources en eau**

### **▪ Au Cap Bon : l'eau sous l'emprise de l'industrie alimentaire**

Dans la région du Cap Bon, les unités de production des conserves de tomates constituent un exemple illustrant l'exploitation excessive des ressources tunisiennes en eau. Bien que la région soit à dominante agricole et constitue un pilier économique en Tunisie grâce à sa production d'agrumes, les usines privilégient leurs propres intérêts financiers au détriment de l'environnement et du développement général de la région.

Le déversement des eaux polluées en pleine nature, le non-respect des moindres exigences élémentaires en matière de protection et de santé ainsi que l'absence des études d'impact sur l'environnement. Voilà à quoi les habitants sont confrontés aujourd'hui au Cap Bon. Les rejets non traités qui échouent au long de la mer ont un impact significatif sur les écosystèmes aquatiques et contaminent à petit feu les sources d'eau locales. Par ailleurs, l'extraction et l'approvisionnement intensif en eau engendre l'épuisement des ressources hydriques déjà rares et menacées par le phénomène de salinisation.

Plusieurs citoyens ont exprimé leur mécontentement et leur frustration face à cette situation déplorable. Korba est un exemple criant de ces violations. Ses habitants ont tant de fois déposée des plaintes contre une usine de production de conserves de tomates dans la région, l'accusant de pratiques préjudiciables à la nature. La dégradation de la qualité de l'eau a aussi rendu quasi-impossible la poursuite des activités agricoles et a affecté l'usage domestique. Par ailleurs, les odeurs nauséabondes issues de la transformation des tomates ont même contraint certains habitants à déménager.

Malgré leurs mouvements de protestation depuis les années 90, les efforts des manifestants n'ont pas abouti à des résultats considérables et l'usine continue de fonctionner normalement, fraudant ainsi le droit à un environnement sain des habitants et ignorant les normes nationales et internationales en termes de respect de l'environnement et de bonnes pratiques industrielles. Ces entités semblent être au-dessus des lois, marquant notre époque par un phénomène d'impunité grandissant.

- **L'eau, un luxe inaccessible à Gafsa**

Au bassin minier, la Compagnie des Phosphates de Gafsa a recours à d'énormes quantités d'eau pour maintenir et développer ses activités d'extraction et de

lavage de phosphate, sans prendre en compte ni les ressources hydriques rares ni l'accès à l'eau potable surtout. La consommation annuelle en eau de la CPG s'élève à environ 8.9 millions m<sup>3</sup>, ce qui équivaut à la consommation de 112 milles tunisiens. Rappelons qu'en Tunisie, 300 milles citoyens sont privés d'eau potable (données de 2020).

Dans le gouvernorat de Gafsa, plusieurs établissements et individus rencontrent de difficultés pour accéder à l'eau potable. Des écoles de Segdoud sont privées totalement d'eau, tandis qu'à Redeyef, les habitants vivent au rythme de coupures récurrentes d'eau. Pendant ce temps, la compagnie de phosphate utilise un volume massif de ressources hydriques provenant notamment des nappes souterraines. Malgré les protestations et revendications des citoyens appuyés par la société civile à l'instar du FTDES, la situation demeure désastreuse et la violation du droit à l'eau des citoyens, selon l'article 48 de la constitution de 2022, continue. La privation d'eau potable a favorisé la multiplication des raccordements illégaux au réseau d'eau potable de la SONEDE, un fléau qui prend de l'ampleur de nos jours, exerçant une pression supplémentaire sur les ressources.

Il est à souligner que l'ensemble des parties concernées par ce conflit se sont réunies plusieurs fois pour tenter un dialogue constructif et fructueux. Les quelques concessions faites par la CPG à travers son appui à la SONEDE dans la desserte en eau potable, demeurent insuffisantes tant que les autorités locales n'ont pas pris de mesures concrètes et durables pour remédier à cette situation hydrique déplorable<sup>11</sup>. Les attentes de la population du bassin minier demeurent d'actualité.

En guise de conclusion, l'eau, étant une ressource vitale mais rare ayant un poids prépondérant dans le développement socio-économique, a amplement façonné les relations internationales. De nos jours, nous sommes confrontés à une réalité hydrique amère, notamment en raison de la multiplication des effets néfastes des changements climatiques et de la pénurie d'eau. Tout cela a engendré des conflits interétatiques et sectoriels nationaux, mettant en évidence la nécessité d'une gestion équitable et équilibrée des ressources hydriques.

Au moment où le droit universel des individus à l'eau, selon l'objectif n°6 du développement durable (ODD), devient de plus en plus menacé, il est temps que

---

<sup>11</sup> Pour plus de détails : <https://ftdes.net/ar/le-bassin-minier-ou-lon-reve-toujours-dune-goutte-deau/>

l'Etat tunisien élabore une stratégie claire et efficace pour améliorer la disponibilité de l'eau et surtout privilégier l'usage domestique et potable dans l'allocation des ressources. Cela passe par l'optimisation du stockage des eaux de pluie, l'amélioration de l'utilisation des eaux usées ainsi que le retour à des techniques conventionnelles et traditionnelles comme les « Majels » et Fasquia en agriculture, afin d'alléger la pression exercée sur les ressources hydriques souterraines.